



## Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



Monsieur le Ministre,

Nous avons écouté attentivement vos propos et force est de constater que nous avons plusieurs points de désaccords sur lesquels, au nom de mon groupe, je me dois de revenir.

**D'abord, sur le plan social.** Avec des crédits identiques à l'année dernière de 16,2 millions d'euros et une réserve relevée de 5 à 5.5% soit, 1 million en moins de crédits disponibles, nous assistons, dans les faits, à une baisse historique des budgets alloués aux affaires sociales. Et non Monsieur le Ministre, ce n'est pas de la politique politicienne, c'est de la politique tout court !!

Notre groupe avait alerté dès octobre 2023 votre prédécesseur, de l'insuffisance du budget au regard des besoins (et avons appelé dès lors, à la mise en place d'Assises de la protection sociale des Français de l'Étranger. Nous nous réjouissons de votre engagement et la mise en place de ces assises car l'urgence est réelle. Vous pouvez compter sur nous pour être exigeant dans les résultats attendus.

Chaque année, la commission se voit obligée de baisser les taux de certains pays choisis par la DFAE pour redistribuer les montants sur d'autres pays. Cette année, c'est une baisse généralisée de 1%, c'est inacceptable pour nous !!

Imagine-t-on, un seul instant M. le Ministre, que sur le territoire national, un département baisse ainsi le RSA ou encore l'AAH ?

Ce que vont subir les quelques **4291** allocataires est indigne. Oui, le mot est fort mais c'est bien de dignité qu'il s'agit. Il est en effet **indigne** de faire une fois de plus les poches des Français les plus pauvres ou en situation de détresse, et ce, dans un unique souci d'équilibre budgétaire. Pour nous, cette indignité est inacceptable. J'espère que vous le comprendrez, et que vous ferez vôtres les mots de votre prédécesseur : « Aucun Français ne sera laissé sur le bord du chemin. »

Conseillers des Français dans nos circonscriptions, nous sommes attachés à l'école républicaine, publique et laïque. **Le principe de l'égalité d'accès à l'enseignement français à l'étranger est au cœur de notre engagement.** Nous défendons les **valeurs de justice et de mixité sociale** au sein des établissements scolaires français à l'étranger.



## Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



La scolarisation des enfants est une préoccupation importante pour les ressortissants français vivant à l'étranger. Nous souhaitons que la langue et la culture françaises soient accessibles à chaque famille française de la circonscription.

Le réseau AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) est de plus en plus fragilisé ces dernières années, par des choix stratégiques contestables, combinés à des coupes budgétaires régulières et inquiétantes pour l'avenir du réseau.

Lors de la campagne des bourses scolaires 2023-2024, afin de rester dans l'enveloppe budgétaire, différentes mesures ont été prises par l'AEFE pour limiter les besoins exprimés, en particulier le recours à **l'augmentation historique de 2 à 7 points de la Contribution Progressive de Solidarité (CPS)**. La mise en œuvre de cette décision a eu un impact important sur les quotités de nombreux dossiers avec des efforts supplémentaires demandés aux familles qu'elles ne seront pas toujours en mesure de réaliser.

Lors de la Commission Nationale des Bourses scolaires les 23 et 24 janvier dernier, outre une nette diminution des demandes de bourses nous avons été confrontés à une diminution de **8%** du nombre de boursiers et un nombre de **rejets en hausse de +14,1 points**.

Comme si cela ne suffisait pas, lors de la campagne des bourses scolaires 2024-2025, nous observons une diminution dans de nombreux postes de l'indice de parité du pouvoir d'achat -IPPA- utilisé dans le calcul des bourses.

*Pour rappel, l'indice de parité de pouvoir d'achat (IPPA) est calculé à partir de données objectives fournies pour chaque poste par l'agence Mercer Consulting.*

*Monsieur le Ministre, vous n'êtes pas sans savoir que les variations de l'IPPA ont une conséquence mécanique sur la valeur nominale des aides à la scolarité.*

**Pour les familles boursières, cette baisse massive de l'IPPA partout dans le monde va avoir un impact défavorable sur le montant des quotités et l'objectif unique de votre gouvernement, nous le connaissons, est de rester dans l'enveloppe budgétaire au détriment du montant de bourses attribuées aux familles.**

**Après l'augmentation actée de la CPS en 2023-2024, maintenue pour 2024-2025 (Jusqu'où irez-vous avec cette augmentation Monsieur le Ministre ?) et une baisse de l'IPPA pour 2024-2025, force est de constater que le dispositif des aides à la scolarité pénalise lourdement les familles boursières et en particulier les familles des classes moyennes.**



## Groupe Écologie & Solidarité

À l'Assemblée des Français de l'étranger



**Comme vous le savez, Monsieur le Ministre, l'inclusion scolaire est un axe prioritaire de l'éducation française à l'étranger.**

L'objectif est de développer des parcours d'inclusion des élèves à besoins éducatifs particuliers et de les accompagner, ainsi que leur famille, le plus longtemps et dans les meilleures conditions possibles.

Le nombre de prises en charge des rémunérations AESH est en constante augmentation depuis la loi de 2021 et le budget annoncé par votre prédécesseur en octobre 2023 (1,5 Millions d'euros) était déjà en deçà des besoins.

L'école inclusive est-elle toujours une de vos priorités ?

Si oui, les annonces du gouvernement seront-elles, un jour, assorties d'un budget permettant de les concrétiser ?

**Le 21 février dernier, notre crainte s'est accentuée avec l'annonce par le gouvernement de l'annulation de 10 milliards d'euros de crédit sur le budget 2024. Ces dix milliards d'économies sont pour moitié ciblés sur certaines politiques publiques (Éducation, santé, développement durable...) et pour moitié répartis sur l'ensemble des ministères.**

**Le MEAE n'est pas épargné !!**

*La mission Action extérieure de l'Etat voit ses crédits diminuer de 174 millions d'euros, soit 5% des crédits prévus dans la Loi de finances pour 2024. Le programme 105 est le plus touché (-5,9%), devant le programme 185 (-3,5%).*

*Les crédits du programme 151 baissent de 11,5 millions d'euros (-2,6%).*

**Monsieur le Ministre, pouvez-vous nous assurer que cette coupe budgétaire du programme 151 assortie d'une forte Contribution Progressive de solidarité, d'une baisse de l'IPPA et de l'augmentation des frais d'écologie n'entraîne pas une nouvelle diminution de l'aide allouée aux familles dans le cadre des bourses scolaires et du programme AESH ?**

Nous vous demandons d'**AGIR**, un mot qui vous est cher, **AGIR** et trouver un financement durable de ces aides sociales afin que les plus précaires de nos compatriotes puissent retrouver leur dignité.